

CONCLUSIONS DES SESSIONS DU CONSEIL EUROPEEN (1975- 1990)

Madrid, 26 et 27 juin 1989

Déclaration sur la Chine

Le Conseil européen, rappelant la déclaration des Douze du 6 juin dernier condamne fermement la répression brutale exercée en Chine. Il exprime sa consternation devant la poursuite des exécutions, en dépit de tous les appels de la communauté internationale. Il demande solennellement aux autorités chinoises d'arrêter les exécutions et de mettre un terme aux actions répressives vis-à-vis de ceux qui revendiquent légitimement leurs droits démocratiques.

Le Conseil européen demande aux autorités chinoises de respecter les droits de l'homme et de tenir compte des espoirs de Liberté et de démocratie qui s'expriment au plus profond de la population. Il souligne que cela est un élément essentiel à la poursuite de la politique de réformes et d'ouverture qui a été soutenue par la Communauté européenne et ses Etats membres.

Les Douze sont conscients que les événements récents ont provoqué une profonde inquiétude à Hong-Kong.

Dans les circonstances actuelles, le Conseil européen estime nécessaire d'adopter les mesures suivantes:

- évocation de la question des droits de l'homme en Chine dans les instances internationales appropriées; demande que des observateurs indépendants puissent assister au procès et visiter les prisons,
- interruption de la coopération militaire et embargo sur le commerce des armes avec la Chine, de la part des Etats membres,
- suspension des contacts ministériels bilatéraux et à haut niveau,
- ajournement de nouveaux projets de coopération, tant de la Communauté que des Etats membres,
- réduction des programmes de coopération culturelle, scientifique et technique aux seules actions qui pourraient conserver un sens dans les circonstances actuelles,
- prolongation, par les Etats membres, des visas aux étudiants chinois qui le souhaitent.

Compte tenu de la situation d'incertitude créée dans le domaine économique par la politique actuelle des autorités chinoises, le Conseil européen préconise l'ajournement de l'examen de nouvelles demandes d'assurance-crédit et l'ajournement de l'examen de nouveaux prêts de la Banque mondiale.